|  |
| --- |
| **Notes générales**  Aux fins de l’exemple ci-dessous, on suppose les circonstances suivantes.   * Il n’existe pas d’incertitude significative liée à des événements ou à des situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l’entité à poursuivre son exploitation. * La NCA 720 s’applique, car l’auditeur a conclu à la présence d’autres informations (décrit ci-dessous comme le rapport X). Ces autres informations sont obtenues avant la date du rapport. Le rapport de l’auditeur doit donc en faire mention. Voir les instructions dans le texte. * Les personnes responsables de la surveillance du processus d’information financière ne sont pas les mêmes que celles qui sont responsables de la préparation des états financiers. * La description des responsabilités de la direction en ce qui concerne l’évaluation de la capacité de l’entité à poursuivre son exploitation reflète les indications du paragraphe 63 du chapitre SP 1000, « Fondements conceptuels des états financiers ». * La NCA 600 s’applique, car il s’agit de l’audit d’un groupe (l’alinéa 39c) de la NCA 700 s’applique). Voir les instructions dans le texte. |

**Rapport sur l’audit des états financiers des établissements privés**

**Rapport de l’auditeur indépendant**

Aux membres du conseil d’administration

de [Nom de l’Établissement]

**Rapport sur l’audit des états financiers**

**Opinion (avec réserve(s))**

Nous avons effectué l’audit des états financiers du [nom de l’Établissement] (ci-après l’« établissement ») inclus dans la section auditée du rapport financier annuel, qui comprennent l’état de la situation financière au 31 mars 2024 et les états des résultats, des surplus (déficits) cumulés, des gains et pertes de réévaluation, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l’exercice terminé à cette date, ainsi que les notes et les autres informations explicatives de la section auditée des états financiers, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, [à l’exception des incidences du ou des problèmes décrits dans la section « Fondement de l’opinion avec réserve(s) » du présent rapport,] les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l’établissement au 31 mars 2024 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l’exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Fondement de l’opinion (avec réserve(s))**

**[Décrire chacune des réserves dans un paragraphe distinct.]**

[Inclure ce paragraphe s’il ne s’agit pas d’un EPC ayant signé une convention de financement après le 1er avril 2022– Comme l’exige le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, les états financiers n’incluent pas les informations financières relatives aux immobilisations. Par conséquent, les informations financières relatives aux obligations liées à la mise hors service d’immobilisations ne sont pas incluses dans les états financiers, tel que requis dans le cadre de l’application, au 1er avril 2022, du chapitre SP 3280 « Obligations liées à la mise hors service d’immobilisations », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. À ces égards, les états financiers dérogent aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces situations nous conduisent donc à exprimer une opinion d’audit modifiée sur les états financiers de l’exercice courant, comme nous l’avons fait pour les états financiers de l’exercice précédent. Les incidences de ces dérogations aux normes comptables canadiennes pour le secteur public sur les états financiers des exercices terminés le 31 mars 2024 et le 31 mars 2023 n’ont pas été déterminées.

[Inclure ce paragraphe si l’établissement a comptabilisé un passif au titre d’obligations liées à la mise hors service d’immobilisations pour lequel il n’a pas été possible d’obtenir des éléments probants suffisants et appropriés et qu’il s’agit d’un EPC ayant signé une convention de financement après le 1er avril 2022– L’établissement a comptabilisé un passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations et une subvention à recevoir du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) correspondante à l’état de la situation financière aux 31 mars 2024 et 2023. Nous n’avons pas été en mesure d’obtenir des éléments probants suffisants et appropriés en ce qui concerne le montant comptabilisé et les informations fournies sur les obligations liées à la mise hors service des immobilisations. Par conséquent, nous n’avons pas pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montants comptabilisés comme passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations et aux débiteurs – MSSS aux 31 mars 2024 et 2023, et aux déficits cumulés (à adapter selon votre situation si vous êtes en position de surplus) au 1er avril 2023 et aux 31 mars 2024 et 2023, ainsi qu’aux revenus de subventions MSSS, de même qu’aux informations fournies sur les obligations liées à la mise hors service des immobilisations ou à d’autres postes des états financiers pour les exercices terminés les 31 mars 2024 et 2023. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion d’audit modifiée sur les états financiers de l’exercice terminé le 31 mars 2024, comme nous l’avions fait pour les états financiers de l’exercice terminé le 31 mars 2023, en raison des incidences éventuelles de cette limitation de l’étendue des travaux.]

[Inclure ce paragraphe si un problème existe concernant la provision salariale 2023-2024 découlant des négociations en cours avec le gouvernement– Dans le cadre du renouvellement des conventions collectives des employés de l’État, le gouvernement a déposé publiquement, en date des états financiers, des offres salariales comprenant une indexation des salaires et des montants forfaitaires non récurrents ayant un effet rétroactif (à ajuster selon les dernières offres patronales disponibles au moment de votre rapport). L’établissement n’a pas comptabilisé au cours de l’exercice terminé le 31 mars 2024 de provision salariale en lien avec ces offres, ce qui constitue une dérogation aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ceci provient d’une décision du ministère de la Santé et des Services sociaux de comptabiliser centralement une provision salariale pour tous les établissements. Par conséquent, les autres créditeurs et autres charges à payer au 31 mars 2024 ainsi que les salaires, avantages sociaux et charges sociales pour l’exercice terminé à cette date sont sous-évalués d’un montant estimatif de       $.]

Nous avons effectué notre audit conformément aux Normes d’audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l’auditeur à l’égard de l’audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l’établissement conformément aux règles de déontologie qui s’appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d’audit (avec réserve(s)).

**Observations – Référentiel comptable**

Nous attirons l’attention sur la note X des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour permettre à l’établissement de se conformer aux exigences en matière d’information financière du ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre opinion n’est pas modifiée à l’égard de ce point.

**Autre point – Unités de mesure et heures travaillées et rémunérées**

Nous n’avons pas procédé à l’audit ou à l’examen des unités de mesure et des heures travaillées et rémunérées de l’exercice courant présentées aux pages 320 (colonne 3), 330 (colonnes 1 et 3), 351 (colonne 3), 352 (colonnes 1 et 3), 650 (colonne 3) et 660 (colonne 3) ainsi que des coûts unitaires de l’exercice courant présentés aux pages 650 (lignes 29 et 31, colonne 4). Par conséquent, nous n’exprimons aucune opinion d’audit ou conclusion de mission d’examen ni aucune autre forme d’assurance à l’égard de ces informations. Les unités de mesure et les heures travaillées et rémunérées présentées à titre d’information comparatives n’ont pas fait l’objet d’un audit ni d’un examen.

**[Inclure cette section s’il y a d’autres informations et qu’elles sont obtenues avant la date du rapport d’audit.]**

**Informations autres que les états financiers et le rapport de l’auditeur sur ces états**

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des [informations contenues dans le rapport X], mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de l’auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s’étend pas aux autres informations et nous n’exprimons aucune forme d’assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s’il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l’audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu [le rapport X] avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations, nous concluons à la présence d’une anomalie significative dans celles-ci, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n’avons rien à signaler à cet égard.

**Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l’égard des états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu’elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d’états financiers exempts d’anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d’erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c’est à la direction qu’il incombe d’évaluer la capacité de l’établissement à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l’exploitation et d’appliquer le principe comptable de continuité d’exploitation, sauf si la direction a l’intention de liquider l’établissement ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s’offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d’information financière de l’établissement.

**Responsabilités de l’auditeur à l’égard de l’audit des états financiers**

Nos objectifs sont d’obtenir l’assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d’anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d’erreurs, et de délivrer un rapport de l’auditeur contenant notre opinion. L’assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d’assurance, qui ne garantit toutefois pas qu’un audit réalisé conformément aux Normes d’audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d’erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu’il est raisonnable de s’attendre à ce qu’elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d’un audit réalisé conformément aux normes d’audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d’esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

* nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d’erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d’audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d’une anomalie significative résultant d’une fraude est plus élevé que celui d’une anomalie significative résultant d’une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
* nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l’audit afin de concevoir des procédures d’audit appropriées aux circonstances et non dans le but d’exprimer une opinion sur l’efficacité du contrôle interne de l’établissement ;
* nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
* nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l’utilisation par la direction du principe comptable de continuité d’exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l’existence ou non d’une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l’établissement à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l’existence d’une incertitude significative, nous sommes tenus d’attirer l’attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d’exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s’appuient sur les éléments probants obtenus jusqu’à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l’établissement à cesser son exploitation ;
* nous évaluons la présentation d’ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d’une manière propre à donner une image fidèle ;
* [Inclure ce paragraphe s’il s’agit de l’audit d’un groupe] nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l’information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l’audit du groupe et assumons l’entière responsabilité de notre opinion d’audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l’étendue et le calendrier prévus des travaux d’audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

**Rapport sur la conformité aux autorisations spécifiées**

Nous avons effectué l’audit de la conformité aux autorisations spécifiées des opérations de l’établissement dont nous avons pris connaissance durant l’audit des états financiers. Les autorisations spécifiées à l’égard desquelles l’audit de la conformité a été effectué, conformément à l’article 293 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (RLRQ, chapitre S-4.2) et à l’annexe I du *Règlement sur la gestion financière des établissements et des conseils régionaux*, sont les suivantes :

* Dispositions de la Loi susmentionnée et règlements s’y rapportant, dans la mesure où en sont touchés ses revenus ou ses charges ;
* Explications et définitions se rapportant à la préparation du rapport financier annuel ;
* Définitions contenues dans le *Manuel de gestion financière* publié par le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec en ce qui a trait à ses pratiques comptables.

**Opinion avec réserve**

À notre avis, [à l’exception du ou des problèmes de non-conformité décrits dans le paragraphe « Fondement de l’opinion avec réserve(s) »,] les opérations de l’établissement dont nous avons pris connaissance durant l’audit des états financiers sont conformes, dans tous leurs aspects significatifs, à ces autorisations spécifiées.

**Fondement de l’opinion avec réserve(s)**

[Décrire les autres obligations à l’égard desquelles il y a non-conformité et le ou les problèmes de non-conformité.]

La direction est responsable de la conformité de l’établissement aux autorisations spécifiées indiquées ci-dessus, ainsi que du contrôle interne qu’elle considère comme nécessaire pour permettre la conformité de l’établissement à ces autorisations spécifiées.

Nos responsabilités d’audit comprennent la planification et la mise en œuvre de procédures visant la formulation d’une opinion d’audit et la délivrance d’un rapport sur la question de savoir si les opérations dont nous avons pris connaissance durant l’audit des états financiers sont en conformité avec les exigences spécifiées susmentionnées.

**[Signature de l’auditeur –** Voir les modèles de signature sur le site Web de l’Ordre des CPA du Québec[[1]](#footnote-1)**]**

**[Adresse de l’auditeur]**

**[Date]**

1. <http://cpaquebec.ca/fr/membres-cpa/obligations/permis-de-comptabilite-publique/modeles-de-signature/> [↑](#footnote-ref-1)